



CHAPITRE 157

Loi concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 18 Victoria, chapitre 233, sanctionnée le 30 mai 1855, laquelle a été modifiée par les lois 27-28 Victoria, chapitre 149, sanctionnée le 30 juin 1864, et 17 George V, chapitre 106, sanctionnée le 24 février 1927;

Que la corporation est formée des membres de la Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie, dites Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, ci-après appelée "la congrégation";

Que, depuis sa fondation, l'Asile du Bon-Pasteur de Québec s'est développé de façon considérable et continuera vraisemblablement de progresser;

Qu'il est jugé opportun de changer le nom de la corporation en celui de "Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec" en français et "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec", en anglais;

Qu'il est nécessaire de déterminer l'endroit du siège social de la corporation et de préciser certains des pouvoirs de la corporation et la manière dont ceux-ci seront exercés;

Qu'il est nécessaire de modifier la charte de la corporation et de la compléter par certaines autres dispositions;

Qu'il s'est élevé certains doutes sur la validité des transactions effectuées pour la corporation par son conseil ou par le

CHAPTER 157

An Act respecting l'Asile du Bon-Pasteur de Québec

[Assented to, the 31st of January, 1957]

WHEREAS the corporation of l'Asile du Bon-Pasteur de Québec has, by its petition, represented :

That it was incorporated by the act 18 Victoria, chapter 233, assented to the 30th of May, 1855, which was amended by the acts 27-28 Victoria, chapter 149, assented to the 30th of June, 1864, and 17 George V, chapter 106, assented to the 24th of February, 1927;

That the corporation is formed of members of the Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie, called Sœurs du Bon-Pasteur de Québec hereinafter called "the congregation";

That since its foundation l'Asile du Bon-Pasteur de Québec has expanded extensively and will probably continue to progress;

That it is deemed expedient to change the name of the corporation to that of "Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec" in French and "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec" in English;

That it is necessary to fix the location of the corporate seat of the corporation and to specify certain of its powers and the manner of exercising the same;

That it is necessary to amend the charter of the corporation and to complete it by certain other provisions;

That certain doubts have been raised as to the validity of the transactions effected for the corporation by its council

conseil de la congrégation et qu'il y a lieu de ratifier et valider ces transactions;

Qu'il est également nécessaire de valider et ratifier certains titres, actes, contrats et documents auxquels la corporation a été partie et dans lesquels son nom corporatif apparaît incorrectement;

Attendu que ladite corporation de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 18 Victoria, chapitre 233, est remplacé par le suivant:

"**1.** Une nouvelle corporation est constituée sous le nom de "Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec" en français, et "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec" en anglais. Elle est formée de membres actuels de la Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie dites Sœurs du Bon-Pasteur de Québec et de telles autres personnes qui le deviendront suivant ses statuts et règlements, mais seulement tant qu'elles demeureront membres de la congrégation.

Cette corporation est aux droits et aux obligations de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec à laquelle elle succède."

2. L'article 2 de la loi 18 Victoria, chapitre 233, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 106, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**2.** Le siège social de la corporation est en la cité de Québec, province de Québec."

3. L'article 4 de la loi 18 Victoria, chapitre 233, est remplacé par le suivant:

"**4.** La corporation aura succession perpétuelle et un sceau commun, avec pouvoir de le changer, altérer, rompre et renouveler quand et aussi souvent qu'elle le jugera à propos. Elle a les droits, pri-

or by the council of the congregation and it is expedient to ratify and validate such transactions;

That it is also necessary to validate and ratify certain titles, deeds, contracts and documents to which the corporation has been a party and wherein its corporate name appears incorrectly;

Whereas the said corporation of l'Asile du Bon-Pasteur de Québec has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 18 Victoria, chapter 233, is replaced by the following:

"**1.** A new corporation is incorporated under the name of "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec" in english, and "Les Sœurs du Bon-Pasteur de Québec" in french. It is formed of the present members of the Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie, called Sœurs du Bon-Pasteur de Québec, and such other persons as may become members thereof in accordance with its statutes and by-laws, but only as long as they remain members of the congregation.

Such corporation shall succeed to the rights and obligations of l'Asile du Bon-Pasteur de Québec."

2. Section 2 of the act 18 Victoria, chapter 233, as replaced by section 1 of the act 17 George V, chapter 106, is again replaced by the following:

"**2.** The corporate seat of the corporation shall be in the city of Quebec, Province of Quebec."

3. Section 4 of the act 18 Victoria, chapter 233, is replaced by the following:

"**4.** The corporation shall have perpetual succession and a common seal, with power to change, alter, break and renew the same whenever and as often as it may deem expedient. It shall have the rights,

1855,
c. 233,
a. 1,
remp.

Corpora-
tion cons-
tituée.
Nom.

Succes-
sion.

1855,
c. 233,
a. 2,
remp.

Siège
social.

1855,
c. 233,
a. 4,
remp.

Pouvoirs.

1855,
c. 233,
s. 1,
replaced.
Incorpo-
ration.
Name.

Succes-
sion.

1855,
c. 233,
s. 2,
replaced.

Corporate
seat.

1855,
c. 233,
s. 4,
replaced.
Powers.

vilages et pouvoirs des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

a) ester en justice de la même manière que toute personne peut le faire;

b) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

c) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

d) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

e) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

f) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

g) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute autre loi;

h) placer ses fonds de toute manière qu'elle juge appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

i) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

j) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

k) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser, sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, la réparation, l'aménagement, l'amélioration et la transformation de tels ouvrages et constructions;

l) pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction, l'hospitalisation, la garde, la surveillance, la subsistance et l'entretien de ses membres et des personnes à son

privileges and powers of ordinary corporations and especially the following:

a. to appear before the courts in the same manner as any person;

b. to bind itself and bind others towards it in any legal manner;

c. to issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, drafts and other negotiable instrument;

d. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

e. to hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

f. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

g. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, its moveable and immoveable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any other act;

h. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

i. to accept any gift, legacy or other liberality;

j. to acquire, possess, administer, lease and alienate any moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

k. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and to contribute or aid in any manner in the erection, repair, equipment, improvement and alteration of such works and buildings;

l. to provide for the education, training, instruction, hospitalization, custody, supervision, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of

service et de celles qu'elle reçoit dans ses établissements et exercer à l'égard des enfants et jeunes gens des deux sexes dont elle a la garde ou la charge entière tels pouvoirs que les parents auraient pu exercer eux-mêmes s'ils eussent été sous leurs charges;

m) vendre, céder, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et oeuvres, gratuitement ou pour toute considération qu'elle juge appropriée;

n) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent;

o) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des oeuvres en relation avec ses fins;

p) accomplir toutes les autres choses qui sont propres ou se rattachent à l'exercice de ses pouvoirs;

q) avoir, établir et maintenir des caveaux ou des cimetières sur ses propriétés pour y déposer les restes mortels de ses membres ou bienfaiteurs et de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant aux prescriptions, lois et règlements de la province en la matière et tenir des registres de l'état civil constatant ces inhumations."

1855,
c. 233,
a. 5,
remp.

4. L'article 5 de la loi 18 Victoria, chapitre 233, tel que remplacé par l'article 2 de la loi 17 George V, chapitre 106, est de nouveau remplacé par le suivant:

Conseil.

"5. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil qui est composé d'une supérieure générale, de quatre assistantes ou conseillères générales dont l'une peut être également secrétaire générale lesquelles sont ou seront élues ou remplacées selon les règlements de la corporation ou d'autres personnes selon le changement de ces mêmes règlements."

Pouvoirs.

5. La corporation pourra:

a) de temps à autre, faire, adopter, abroger, remplacer ou modifier, au besoin, des règlements ou statuts (non contraires à la loi ni incompatibles avec les dispositions de la présente loi) pour l'organisation, le gouvernement, la régie interne et le

those received in its establishments and exercise with respect to the children and youth of either sex of whom it has unrestricted custody or care such powers as the parents themselves might have exercised if they had been in their charge;

m. to sell, cede, exchange or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or for any consideration deemed sufficient;

n. to make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

o. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

p. to do all other things related or conducive to the exercise of its powers;

q. to have, establish and maintain vaults or cemeteries on its property for the disposal of the mortal remains of its members or benefactors and of any person in any way connected with the corporation, in conformity with the provisions, laws and regulations of the Province in this matter and they registers of civil status ascertain such interments."

4. Section 5 of the act 18 Victoria, 1855, chapter 233, as replaced by section 2 c. 233, a. 5, of the act 17 George V, chapter 106, is replaced again replaced by the following:

Council.

"5. The powers of the corporation shall be exercised by its council, which shall be composed of the superior general, of four assistants or councillors general, one of whom may also be secretary general who are or shall be elected, or replaced according to the by-laws of the corporation or of other persons according to the changes of these same by-laws."

Powers.

5. The corporation may:

a. from time to time pass, adopt, repeal, replace or amend, if need be, by-laws or rules (not contrary to law or inconsistent with the provisions of this act) for the organization, government, internal management and control of its establish-

contrôle de ses établissements, l'admission et l'expulsion de ses membres, la formation de son conseil, le nombre, l'élection et les pouvoirs de ses officiers, les attributions de chacun de ses membres et serviteurs y attachés et pour l'administration de ses biens;

b) nommer, destituer ou remplacer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs et attributions;

c) recevoir, soigner et pensionner, moyennant rémunération ou gratuitement, les vieillards, malades, infirmes, pauvres, orphelins ou indigents et, plus particulièrement les femmes, les filles et les enfants conformément aux règles qui pourront être fixées par lesdits règlements.

ments, the admission and expulsion of its members, the formation of its council, the number, election and powers of its officers, the duties of each of its members and servants attached thereto and for the administration of its property;

b. appoint, dismiss or replace officers, attorneys and administrators, and define their powers and duties;

c. receive, care for and board, for payment or gratuitously, the aged, the sick, the infirm, the poor, the orphans or the needy, and more specially women, girls and children in conformity with such rules as may be fixed by the said regulations.

Ententes. 6. Ladite corporation est autorisée à conclure avec les autorités compétentes toute entente, relative aux personnes confiées à ses institutions.

6. The said corporation is authorized to make with the competent authorities any agreement relating to persons entrusted to its institutions. **Agreements.**

Corporation représentant de ses membres. 7. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer tous leurs droits civils et leurs recours pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

7. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise all their civil rights and recourses respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity: **Corporation representative of its members.**

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them despite their capacity to continue the same.

Recours. La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and jointly with the other beneficiaries, if any there be, the recourses provided by law in the case of accidental death of one of its members. **Recourses.**

Demande de dissolution prohibée. 8. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni être admis au partage de ses biens; il ne peut non plus réclamer de la corporation, s'il cesse d'en être membre, de compensations pour le travail accompli alors qu'il était membre de la corporation.

8. No member of the corporation can demand its dissolution or be admitted to participate in the partition of its property; nor can such member claim from the corporation, on ceasing to be a member of the corporation, any compensation for work done while she was a member thereof. **Demanding dissolution prohibited.**

Fondation. 9. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducationnelles ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire

9. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary **Endowments.**

taire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation ou testament par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement avec une comptabilité distincte pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chaque tel patrimoine les droits de propriétaire absolu, et emploie un sceau particulier pour chacun.

agent, the property given or transmitted by gift or will by the donor and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, with separate book-keeping for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each patrimony, and shall use a special seal for each.

Distinct
patrimo-
ny.

Modifi-
cation de
nom.

10. La corporation peut modifier son nom corporatif avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Elle peut également changer l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province. Avis est donné avec diligence au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. The corporation may change its corporate name with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council. It may also change the place of its head office, which shall be in the province. Notice of such change must be given without delay to the Provincial Secretary and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amend-
ing name.

Immeu-
bles non
utilisés.

11. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles, qui, pendant une période de quinze années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ces fins.

11. The corporation shall, within reasonable delay, dispose of the immovables which, during a period of fifteen consecutive years, have not been used for the pursuit of its purposes.

Unused
immov-
eables.

Dispen-
saires, etc.

12. La corporation pourra tenir des dispensaires et y fabriquer des remèdes et médicaments, les vendre aux personnes hospitalisées ou sous sa garde, aussi bien que s'en servir pour ses propres besoins, sujet toutefois aux lois, règles et règlements concernant ces fabrications en force en cette province et dans les cités, villes et autres municipalités de cette province dans lesquelles s'exercent ces fabrications.

12. The corporation may keep dispensaries and make remedies and medicines therein, sell same to persons hospitalized or under its care, as well as use them for its own needs, subject however to the laws, rules and regulations respecting such manufactures in force in this province and in the cities, towns and other municipalities of this province where such manufactures are carried on.

Dispen-
saries,
etc.

Donations
autorisées.

13. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

13. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Gifts au-
thorized.

Corpora-
tions.

14. Le lieutenant-gouverneur, sur la requête de la corporation, peut émettre sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de ladite congrégation; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Requête.

La requête doit établir la ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de ses membres ou de ses administrateurs, selon le cas.

Modifi-
cations
autori-
sées.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par le conseil de "Les Sœurs du Bon Pasteur de Québec", peut par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes supplémentaires est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par le conseil de "Les Sœurs du Bon Pasteur de Québec", peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, reviennent à "Les Sœurs du Bon Pasteur de Québec".

Acquisi-
tions.

Le lieutenant-gouverneur peut aussi décréter par lettres patentes qu'une corporation constituée sous le régime du présent article puisse acquérir les droits et obligations d'une corporation déjà existante et constituée de membres de la congrégation; dans ce cas, la nouvelle corporation est saisie de tous les biens et tenue à toutes les obligations de l'ancienne corporation.

Cession.

Telle corporation existante nonobstant toute loi à ce contraire est autorisée à

Corpora-
tion.

14. The Lieutenant-Governor, upon request by the corporation, may issue letters patent under the Great Seal of the province incorporating, with the rights, powers and privileges mentioned, in the petition and on the condition therein mentioned, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the said congregation; notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Petition.

The petition shall state the object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and privileges mentioned in this act which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its members, and of its administrators as the case may be.

Amend-
ments au-
thorized.

The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by the council of "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec", may be supplementary letters patent, alter the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such supplementary letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by the council of "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec", may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation, after payment of its obligations, shall revert to "The Sisters of the Good Shepherd of Quebec".

Acquisi-
tions.

The Lieutenant-Governor may also enact by letters patent that a corporation incorporated under this section may acquire the rights and obligations of a corporation already existing and formed of members of the congregation; in such case, the new corporation shall be seized of all the property and bound by all the obligations of the former corporation.

Cession.

Such existing corporation, notwithstanding any law to the contrary, is

céder sur simple résolution de ses membres ou de son conseil, à la nouvelle corporation constituée sous le régime du présent article la totalité de ses biens à la charge des dettes qu'elle peut devoir.

authorized to transfer, upon the mere resolution of its council of administrators, to the new corporation incorporated under this section, the whole of its property subject to the obligation to pay any debts which it may owe.

Résolutions du conseil.

15. Tous les actes faits par la corporation dans l'exercice de ses pouvoirs sont exercés par résolution de son conseil et posés par toute personne ou personnes autorisées à cette fin par résolution.

15. All acts done by the corporation in the exercise of its powers shall be exercised by resolution of its council and carried out by any person or persons authorized for such purpose by resolution.

Resolutions of council.

Désignation des membres.

16. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

16. Any member of the corporation may designate himself or be designated for all purposes under the name he bears in religion.

Designation of members.

Ratification.

17. Toutes les transactions effectuées jusqu'à ce jour par la corporation et autorisées par son conseil ou par le conseil de la congrégation sont ratifiées et validées à toutes fins que de droit en ce qui regarde le pouvoir ou la capacité du conseil de la corporation ou du conseil de la congrégation d'agir au nom de la corporation ou d'exercer ses pouvoirs.

17. All transactions heretofore made by the corporation and authorized by its council or the council of the congregation are ratified and validated for all legal purposes as regards the power or capacity of the council of the corporation or of the council of the congregation to act on behalf of the corporation or exercise its powers.

Ratification.

Validation.

18. Tous les titres, actes, contrats et documents signés par ou pour la corporation, soit sous le nom de la congrégation soit sous tout autre nom qui n'était pas exactement son nom corporatif sont déclarés légaux et valides à toutes fins que de droit nonobstant ces désignations incorrectes et ont la même valeur légale que s'ils avaient été signés sous son véritable nom corporatif.

18. All titles, deeds, contracts and documents signed by or for the corporation, either in the name of the congregation or under any other name which was not exactly its corporate name are declared legal and valid for all legal purposes notwithstanding such incorrect designations, and shall have the same legal validity as if they had been signed under its true corporate name.

Validation.

Droits, etc., non affectés.

19. Le changement de nom de la corporation prévu par la présente loi ne diminue, n'altère ou ne change en rien les droits, titres, intérêts, réclamations, obligations, prétentions ou recours de la corporation sous son ancien nom ou le bénéfice de toute disposition testamentaire ou autre à son profit.

19. The change of name of the corporation provided for by this act shall not diminish, alter or change in any way the rights, titles, interests, claims, obligations, pretensions or recourses of the corporation under its former name or the benefit of any testamentary or other disposition for its advantage.

Rights, etc., not affected.

Entrée en vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.